

Pierre Lévy, diplomate : « Parler à M. Poutine, oui, mais pour lui dire quoi ? Il faut que ce soit utile, sans se faire manipuler, sans se décrédibiliser ».

Face à l'hostilité russe et américaine, l'Europe est bousculée par le bafouement du droit international, fondement de son identité. Cependant, elle doit réaffirmer ses forces, estime l'ancien ambassadeur de France à Moscou, dans un **entretien au « Monde »**.

Propos recueillis par Benjamin Quénelle (Le Monde) **et Adèle Thoumyre** (étudiante à Sciences Po Strasbourg)

Publié le 10.02.2026

Ambassadeur de France à Moscou de 2020 à 2024, Pierre Lévy a suivi la montée des tensions qui a conduit, en février 2022, à l'« opération militaire spéciale » de Vladimir Poutine contre l'Ukraine. Dans *Au cœur de la Russie en guerre* (Tallandier, 2025), il fait le récit de ce « glissement vers l'abîme ».

Rencontre avant son intervention, le samedi 21 février, à La Nuit de l'Europe, organisée par Sciences Po Strasbourg.

Le 24 février, date anniversaire de l'invasion russe en Ukraine et du début de la guerre, l'ONU devrait adopter une résolution. Simple formalité ou vote révélateur des nouvelles réalités géopolitiques ?

Ce vote à l'Assemblée générale des Nations unies servira de baromètre. Le 2 mars 2022, juste après l'invasion de l'Ukraine, 141 pays [sur 193] ont voté la résolution condamnant l'agression russe, appelant au respect de l'intégrité territoriale et des principes de la Charte de l'ONU. Cinq pays ont voté contre (Russie, Bélarus, Erythrée, Corée du Nord, Syrie) et 35 se sont abstenus, comme la Chine. Les choses étaient claires. Puis, en 2025, il y a eu deux résolutions : l'une posée par l'Ukraine et soutenue par les Européens ; l'autre, par les Etats-Unis de Donald Trump qui, de facto, se sont alliés à la Russie de Vladimir Poutine pour promouvoir leur idée commune d'une paix rapide, sans condamnation de l'agression russe, ni défense de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

C'était sans précédent et annonciateur du « paramètre Trump » en 2025 : depuis la sidérante et tragique scène du 28 février dans le bureau Oval, entre le président américain et Volodymyr Zelensky, jusqu'au sommet avec M. Poutine, le 15 août en Alaska, puis le vrai-faux « plan de paix » en 28 points, copie des demandes russes, la Maison Blanche a montré sa connivence avec le Kremlin. Que va-t-il se passer le 24 février aux Nations unies ? S'agira-t-il d'éviter de mettre en lumière l'affaiblissement du soutien occidental à Kiev et de ne pas avoir du tout de vote ? Je pense, au contraire, qu'il faudra réaffirmer nos positions, notre soutien à l'Ukraine et notre attachement aux principes onusiens.

Les positions et décisions de M. Trump pour le Groenland, le Venezuela et l'Iran sont-elles de bonnes nouvelles pour M. Poutine ?

Ce qui se passe depuis le début de l'année donne le vertige. Imprévisible, avec ses coups de cœur et ses coups de sang, M. Trump rebat les cartes du jeu politique mondial. Pour le Kremlin, il y a du positif et du négatif. Depuis le retour de M. Trump à la Maison Blanche [le 20 janvier 2025], M. Poutine a la satisfaction de revenir au tête-à-tête avec les Américains, comme au bon vieux temps de la bipolarité entre l'URSS et les Etats-Unis. Chacun pose unilatéralement sa sphère d'influence et croit pouvoir faire ce qu'il veut : M. Poutine en Ukraine, M. Trump au Venezuela, puis peut-être en Colombie, à Cuba, au Groenland... La désinhibition de M. Trump et son recours à la force servent M. Poutine. Il faut ici rappeler que l'article 51 de la Charte des Nations unies autorise le recours à la force seulement en cas de légitime défense. Si les dirigeants russe et américain font référence dans leurs actions à cet article – au matin du 24 février 2022, quand l'un envahit l'Ukraine ; dans la nuit du 2 au 3 janvier, quand l'autre fait arrêter Nicolas Maduro –, dans la pratique, leur recours à la force s'avère sans limite.

L'historien français Johann Chapoutot, qui a travaillé sur l'avènement du nazisme, rappelle que la logique nazie était déjà celle de la légitime défense : attaqués et menacés par les démocraties, nous avons le droit d'attaquer ! Les Etats-Unis disent se défendre face à un narco-Etat, la Russie contre les menaces de l'OTAN. Rétroactivement, l'opération américaine au Venezuela légitime l'invasion russe de l'Ukraine. Mais, en réalité, avec l'enlèvement de M. Maduro, M. Trump a réussi ce dont M. Poutine rêvait : extirper au plus vite Volodymyr Zelensky de Kiev. Comme l'a ironisé un commentateur russe : « Trois heures à Caracas, quatre ans à Kiev... » La Maison Blanche a ainsi renvoyé le Kremlin à ses échecs.

M. Trump serait-il donc également porteur de mauvaises nouvelles pour M. Poutine ? D'où le silence du chef du Kremlin depuis un mois ?

M. Trump le rappelle à tout le monde, y compris à M. Poutine : « Les Etats-Unis ont la meilleure armée au monde, regardez ce que nous faisons partout. » Fondamentalement, cela ne peut pas être une bonne nouvelle pour la Russie. Sans être un allié de Moscou, M. Maduro était son affidé, caillou russe dans la chaussure américaine en Amérique latine. Ici comme ailleurs, notamment au Moyen-Orient, la politique étrangère de la Russie s'est affaiblie.

Pour Moscou, la priorité absolue, c'est la guerre en Ukraine, et tout le reste en pâtit. L'Azerbaïdjan, par exemple, aliéné hier au Kremlin, se sent désormais libre de faire ce qu'il veut. A Téhéran comme à Damas, les alliés historiques tombent ou vacillent. Dépendante de la Corée du Nord [qui a fourni à Moscou munitions et hommes], la Russie ignore ses responsabilités en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU dans la lutte contre la prolifération des armes nucléaires. M. Poutine ne dit rien des opérations américaines, car il ne veut pas se mettre à dos M. Trump, cet « interlocuteur confortable qui sait écouter ». L'objectif du Kremlin : continuer sa guerre d'usure en Ukraine. Tout en lançant des fumigènes pour faire croire qu'il veut négocier la paix.

Dans ce contexte, Emmanuel Macron doit-il reparler à M. Poutine ?

La France et les Européens doivent revenir dans le jeu : rien sur l'Ukraine sans les Ukrainiens ; rien sur l'Europe sans les Européens. Et gare aux arrangements Moscou-Washington, puisque la sécurité européenne se trouve au cœur de ce conflit. L'Union européenne [UE] doit instaurer un rapport de force avec les Russes. Pour cela, il faudra bien finir par parler à M. Poutine. Pourquoi est-ce qu'on se l'interdirait, alors que M. Trump le fait ? Première difficulté : les Russes ne veulent pas parler à l'Europe qui, selon eux, est un vassal des Etats-Unis dominé par les russophobes, polonais et baltes. Deuxième difficulté : parler à M. Poutine, oui, mais pour lui dire quoi ? Il faut que ce soit utile, sans se faire manipuler, sans se décrédibiliser.

Fin 2021, mon ambassade avait travaillé sur des scénarios conduisant à une rencontre Macron-Poutine dans la perspective de la présidence française de l'Union européenne au premier semestre 2022. Elle a eu lieu au Kremlin, le 7 février 2022. C'était risqué et cela a échoué parce que M. Poutine était déjà sur une trajectoire démiurgique : pour lui, la vérité n'est qu'une des options possibles. Il faudra lui rappeler que l'Ukraine a pour destin de devenir membre de l'UE. Cette perspective fait peur à Moscou, car les Russes à la frontière verront que leur voisin ukrainien se transforme en pays démocratique et prospère. Et il faudra aussi lui rappeler que Russie et Europe doivent vivre ensemble et reconstruire un ordre commun de sécurité, avec des mécanismes de dialogue et de « déconfliction » permettant d'éviter des escalades.

Nous sommes-nous trompés sur la Russie ?

Il y a une différence de logiciel que nous n'avons pas perçue. Le discours de M. Poutine en 2007, à Munich, les accords de Minsk, en 2014, et la réforme de la Constitution russe en 2020 : tous ces éléments ont constitué autant d'indices de l'état d'esprit en cours au Kremlin. Pendant toutes ces années, il entretenait un conflit « à petit feu » en Ukraine, M. Poutine se voyant de plus en plus en visionnaire pour réinstaller la Russie dans sa puissance. Le tournant a peut-être été la guerre en Géorgie, en 2008 : il n'y a pas eu assez de sanctions ; nous n'étions pas prêts à lui faire la guerre et espérions que la situation se stabiliserait. Mais nous pouvons aussi retourner la question : M. Poutine ne s'est-il pas trompé ? En Géorgie, puis en Ukraine, il a commis des erreurs historiques majeures.

L'Europe est-elle condamnée à subir les coups de M. Trump et de M. Poutine ?

Face à cette double hostilité, américaine et russe, l'Europe est bousculée par le bafouement du droit international, fondement de son identité. Cependant, elle ne doit pas oublier ses forces. Ne négligeons pas l'attractivité de l'Europe. Fragilisée, elle continue d'attirer par la capacité transformatrice des Etats membres. Quelles que soient ses frontières futures, l'Ukraine intégrera l'UE et bénéficiera de ce pouvoir transformateur. Dans le monde, l'Europe est par ailleurs le premier partenaire d'aide au développement, loin devant les Etats-Unis et la Russie. Elle bénéficie toujours d'une image d'union forte et prospère. C'est aussi le plus grand marché au monde. Elle a donc tout intérêt à développer des accords commerciaux, à multiplier des partenariats et des alliances. Face à la menace commerciale chinoise et à la pression américaine, l'accord avec le Mercosur apparaît tout à fait cohérent, comme l'accord avec l'Inde.

Enfin, nous sommes 450 millions d'Européens. Certes, ce n'est pas une puissance en soi. Néanmoins, c'est une ressource. D'un point de vue défensif, l'Europe manque encore d'une culture stratégique commune, l'une de ses lacunes étant la capacité de planification militaire des Etats. Il faut développer concrètement cette culture et cette autonomie stratégiques. Dans la crise actuelle, l'Europe a deux choix : se raccrocher à ses grands principes au risque d'être marginalisée, ou agir comme les autres, c'est-à-dire sur le registre de la force, au risque de perdre son âme. En jouant de ses différents atouts (militaires, diplomatiques, commerciaux, aide au développement...), l'Europe doit repenser la notion de puissance. Elle est une puissance qui s'ignore encore trop.

La Chine se sert-elle de la Russie dans sa confrontation avec les Etats-Unis ?

Pour la Chine, la guerre en Ukraine est à la fois une aubaine géopolitique et un complexe défi d'équilibre. Les Occidentaux ont les yeux rivés sur la Russie. Pour eux, la Chine n'est plus la « grande méchante ». Pékin profite de l'affaiblissement de Moscou, pris dans ce conflit, et des tergiversations des Occidentaux, mobilisés par les négociations. Avec les Etats-Unis, la Chine table sur une espèce de « G2 », tentant de pérenniser un dialogue direct Washington-Pékin. La guerre en Ukraine est peut-être aussi la bande-annonce d'un futur conflit dans la zone asiatique : est-ce que les Etats-Unis vont abandonner Taïwan, comme ils ont abandonné l'Ukraine ?

Parallèlement, la Chine développe son modèle alternatif, notamment avec les « nouvelles routes de la soie ». Elle multiplie les partenariats, profitant du recul de la Russie sur le terrain des alliances et des investissements à l'international. Mais, avec la guerre en Ukraine, la Chine se trouve tiraillée entre deux impératifs. D'un côté, elle n'a aucun bénéfice à tirer d'une défaite russe, après laquelle Pékin redeviendrait l'ennemi privilégié de Washington. De l'autre, contrairement à la Russie, la Chine est intégrée à la mondialisation et, sur les marchés européen et américain, a des intérêts à préserver. Finalement, entre tous ces enjeux, la Chine aide la Russie, mais sans jamais franchir la ligne de la livraison d'armes.

Cet article est réalisé dans le cadre de la troisième édition de La Nuit de l'Europe, organisée les 20 et 21 février 2026 par Sciences Po Strasbourg, en partenariat avec « Le Monde ».

Benjamin Quénelle (Le Monde) et **Adèle Thoumyre** (étudiante à Sciences Po Strasbourg)

**La Nuit
de l'Europe**

Conférences - Débats - Film - Café
littéraire - Exposition - Dessin de
presse en direct...

Pour penser ensemble l'Europe.

Evènement gratuit et tout public

Sciences Po Strasbourg

École de l'Université de Strasbourg

En partenariat avec
Le Monde

20 février au Palais U
18h-20h

21 février au Cardo
14h-18h

Lefrançois.